

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières – mines et après-mines
Centre administratif - ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Albi, le 03/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL LES GRANITS DE SEPT FAUX

3 rue de l'Arc Boisé
81100 Castres

Références : 81-CARMIN-2024-54
Code AIOT : 0006810677

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2024 dans l'établissement SARL LES GRANITS DE SEPT FAUX implanté Le Plo du Sidobre - Fombals et Martoulet 81490 Saint-Salvy-de-la-Balme. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre de la levée de l'arrêté de mise en demeure en date du 28/09/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL LES GRANITS DE SEPT FAUX
- Le Plo du Sidobre - Fombals et Martoulet 81490 Saint-Salvy-de-la-Balme
- Code AIOT : 0006810677

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation visitée est une carrière de granite autorisée par arrêté préfectoral de 2016, pour une durée de 25 ans et une production de 20 000t/an.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Propreté	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17	Demande d'action corrective	2 mois
2	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 06/03/2016, article PP2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté de mise en demeure du 28/09/2023, consécutif à la visite d'inspection en date du 18 juillet 2023, portant sur les 2 non-conformités observés suivantes n'a été que partiellement levé :

- Le ravitaillement des engins n'est pas réalisé sur une aire de rétention fixe ou mobile (respect du délai 6 mois);
- De nombreuses pièces de rechange sont disséminés sur le site ainsi que quelques déchets type cartons (respect du délai 3 mois).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Prescription contrôlée : L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté [...].
Constats : De nombreuses pièces de rechange réformées ou non sont encore disséminés sur le site sans "stockage" précis. Des déchets non dangereux sont également répartis sur le site . L'exploitant est amené à revoir son organisation en ce qui concerne l'évacuation de ce qui peut être caractérisé comme déchet.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le 19 novembre, l'exploitant transmettait auprès des services des installations classées, des

<p>justificatifs (photos) de l'élimination de déchets non dangereux, notamment ceux stockés au niveau de l'accès Nord du site.</p> <p>L'exploitant a entre autres, justifié (photos) du tri de ferrailles et autres déchets dans l'attente de l'évacuation par un prestataire spécialisé vers des filières dûment autorisées.</p> <p>Les opérations de nettoyage et d'évacuation doivent se poursuivre, jusqu'à élimination totale des déchets et des pièces de rechanges réformées.</p> <p>L'exploitant transmettra au fait à fait auprès des services des installations classées, les justificatifs de l'élimination de ces déchets.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2016, article PP2
Thème(s) : Risques accidentels, Ravitaillement des engins
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le ravitaillement des engins est réalisé au dessus d'une aire étanche fixe ou mobile qui permet la récupération totale des hydrocarbures épanchés.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'aire étanche équipée d'un séparateur d'hydrocarbure à alarme a été réalisée, cependant l'accès à celle-ci n'est pas praticable.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dès achèvement de l'accès à l'aire étanche , l'exploitant en informera les services des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois